

# Ceux qui ne peuvent pas apprendre de l'histoire sont condamnés à la revivre

Nom	Début du mandat	Fin du mandat	Durée du mandat	Titre	Fin d'exercice	Élu / Non élu	Croissance annuelle moyenne du PIB (%)	
							PIB par habitant (% annuel)	PIB (% annuel)
Philibert Tsiranana	14/10/1958 <sup>1</sup>	01/05/1959	6 mois	Président du gouvernement	Fin de transition <sup>2</sup>	Non élu	0.35%	3.11%
Philibert Tsiranana	01/05/1959	30/03/1965	5 ans, 10 mois	Président de la République	Election anticipée <sup>3</sup>	Élu	-1.27%	-4.22%
Philibert Tsiranana	30/03/1965	30/01/1972	6 ans, 10 mois	Président de la République	Fin de mandat	Élu	-0.31%	-3.28%
Philibert Tsiranana	30/01/1972	11/10/1972	8 mois	Président de la République	Transition. Destitution	Élu	-1.74%	1.26%
Gabriel Ramanantsoa	11/10/1972	05/02/1975	2 ans, 3 mois	Chef de l'État. Chef du gouvernement	Démission	Non élu	-1.97%	0.89%
Richard Ratsimandrava	05/02/1975	11/02/1975	6 jours	Chef de l'État. Chef du gouvernement	Assassinat <sup>4</sup>	Non élu	-9.08%	-6.31%
Gilles Andriamahazo	11/02/1975	15/06/1975	4 mois	Président du Directoire militaire	Démission <sup>5</sup>	Non élu	-9.08%	-6.31%
Didier Ratsiraka	15/06/1975	30/12/1976	6 mois	Président du Conseil suprême de la Révolution	Référendum	Non élu	-9.08%	-6.31%
Didier Ratsiraka	30/12/1976	04/01/1976	5 jours	Président du Conseil suprême de la Révolution	Nouvelle constitution	Non élu	-9.08%	-6.31%
Didier Ratsiraka	04/01/1976	12/11/1982	6 ans, 10 mois	Président de la République	Fin de mandat	Non élu	-9.97%	0.89%
Didier Ratsiraka	12/11/1982	12/03/1989	6 ans, 4 mois	Président de la République	Fin de mandat	Élu	-1.71%	1.41%
Didier Ratsiraka	12/03/1989	27/03/1993	4 ans	Président de la République	Transition. Nouvelle République	Élu	1.37%	4.55%
Albert Zafy	27/03/1993	15/09/1996	3 ans, 5 mois	Président de la République	Référendum	Élu	-1.71%	1.41%
Norbert Ratsirahonana	05/09/1996	09/02/1997	5 mois	Président de la République par intérim	Fin d'intérim	Non élu	-1.71%	0.89%
Didier Ratsiraka	09/02/1997	05/07/2002	5 ans, 4 mois	Président de la République	Election tronquée	Élu	-1.71%	1.41%
Marc Ravalomanana	22/02/2002	06/05/2002	2 mois	Président de la République autoproclamé	Deuxième proclamation	Non élu	1.37%	4.55%
Marc Ravalomanana	06/05/2002	19/01/2007	4 ans, 8 mois	Président élu de la République	Fin de mandat	Élu	-12.41%	-14.96%
Marc Ravalomanana	19/01/2007	17/03/2009	1 an, 1 mois	Président élu de la République	Transition. Transition	Élu	-0.90%	-3.98%
Hery Rajaonarimampianina	17/03/2009	17/03/2009	1 jour	Chef de l'État, pleins pouvoirs	Déposition	Non élu	-0.90%	-3.98%
Andry Rajoelina	17/03/2009	17/11/2010	8 mois	Président de la Haute Autorité de transition	Nouvelle constitution	Non élu	-1.90%	1.08%
Andry Rajoelina	17/11/2010	25/01/2014	3 ans, 2 mois	Président de la Haute Autorité de transition	Fin de mandat	Non élu	0.87%	3.52%
Hery Rajaonarimampianina	25/01/2014	07/09/2018	4 ans, 7 mois	Président de la République	Fin de mandat	Élu	-1.90%	0.56%
Rivo Rakotovo	07/09/2018	18/01/2019	4 mois	Président de la République par intérim	Fin d'intérim	Non élu	-1.90%	0.56%
Andry Rajoelina	18/01/2019	14/10/2025	6 ans, 8 mois	Président de la République	Destitution par la HCC <sup>6</sup>	Élu	-1.90%	0.56%
Colonel Michaël Randrianirina	14/10/2025	En cours (2026)	En cours	Président de la République par intérim	Transition en cours	Non élu	0.00%	0.00%

1 Proclamation de la Première République.

2 Fin de la période de transition vers les institutions républicaines.

3 Election anticipée après adoption de la première Constitution le 29 avril 1958.

4 Démission après autorisation du Directoire militaire le 13 juin 1975.

5 Destitution prononcée par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) le 14 octobre 2025 pour abandon de fonctions et manquement à la Constitution.

6 Source : Constitution, Madagascar : archives officielles ; rapports parlementaires ; communiqués de la HCC.

7 Nommé par Gabriel Ramanantsoa pour le succéder.

8 Désigné par le Directoire militaire.

9 Assassiné six jours après sa nomination.

10 Désigné par le Directoire militaire.

11 Premier ministre nommé Chef de l'État par intérim après le vote du parlement de l'empêchement « du Président élu, Albert Zafy.

12 Autoproclamation après le départ contraint de Didier Ratsiraka.

13 Déposition à la suite de la crise politique de 2002-2009.

14 Désigné par Marc Ravalomanana à sa succession.

15 Conformément à l'article 53 de la Constitution : mise en place d'une autorité de transition par la HCC.

Ce titre est tiré d'une phrase de George Santayana (1863-1952, écrivain et philosophe américano-hispanique) qui résonne avec une force particulière lorsqu'on observe l'histoire politique de Madagascar depuis l'indépendance. L'infographie des chefs de l'État malgache ne montre pas seulement une succession de noms, de mandats et de transitions. Elle révèle une mécanique. Depuis 1960, Madagascar ne change pas seulement de dirigeants. Madagascar revient régulièrement au même point : crise politique, suspension de la confiance, intervention d'une autorité d'exception, promesse de refondation, puis reconstruction fragile d'un ordre institutionnel qui, quelques années plus tard, se fissure à nouveau.

La moyenne des mandats dit quelque chose d'important. Si l'on regarde les séquences institutionnelles ligne par ligne, Madagascar vit rarement des cycles longs et apaisés. Les présidences élues alternent avec les intérim, les transitions, les destitutions, les périodes de fait. Certains dirigeants durent longtemps, mais l'État, lui, reste instable. Tsiranana, Ratsiraka, Ravalomanana, Rajoelina ont incarné des durées politiques significatives. Pourtant, leurs fins de cycle ont souvent été marquées par la rue, la crise, l'empêchement ou la rupture.

C'est le paradoxe malgache : le pays a beaucoup connu d'institutions, mais trop peu de continuité institutionnelle. Beaucoup d'élections, mais peu de confiance durable dans le verdict des élections. Beaucoup de transitions, mais peu de transformations. Beaucoup de discours de rupture, mais souvent le retour des mêmes pratiques de concentration du pouvoir.

Dans cette histoire, la période Ratsiraka occupe une place particulière. Elle ne fut pas seulement une longue séquence politique. Elle fut une tentative de redéfinition totale de l'État, de l'école, de l'économie et de la souveraineté. Arrivé au pouvoir dans le sillage des crises de 1972 et 1975, Didier Ratsiraka porta une ambition qui, au départ, répondait à une demande réelle : sortir du face-à-face colonial, rompre avec la dépendance française, redonner une dignité politique et culturelle au peuple malgache.

## La malgachisation

La malgachisation fut au cœur de cette ambition. Elle n'était pas absurde en elle-même. Valoriser la langue malgache, repenser l'école, adapter les contenus aux réalités nationales, sortir d'une dépendance intellectuelle héritée de la colonisation : tout cela relevait d'une aspiration légitime. Madagascar ne pouvait pas se construire durablement si son école formait des enfants dans une langue que la majorité maîtrisait mal, pour un État qui reproduisait les hiérarchies coloniales. Les travaux sur les politiques linguistiques rappellent d'ailleurs que le malgache était langue d'enseignement dans la plupart des écoles avant la colonisation française, et que l'administration coloniale a fermé les écoles qui n'utilisaient pas le français<sup>1</sup>.

Mais la question centrale n'est pas l'intention. Elle est la méthode. Et c'est là que l'histoire devient un avertissement.

La malgachisation ratsirakienne a souvent confondu souveraineté et substitution. Elle a voulu remplacer un système par un autre sans avoir suffisamment préparé les enseignants, les manuels, les passerelles linguistiques, les outils scientifiques et les débouchés. Elle a prétendu libérer l'école, mais elle a contribué à la désorganiser. Elle a voulu réparer une fracture coloniale, mais elle a produit une nouvelle fracture sociale : les élites ont continué à protéger leurs enfants par le privé, le français ou l'étranger, tandis que l'école publique absorbait les conséquences d'une réforme mal calibrée.

C'est l'une des tragédies malgaches. Une idée juste peut devenir destructrice lorsqu'elle est conduite comme une proclamation idéologique plutôt que comme une politique publique. Des études récentes sur les politiques linguistiques à Madagascar soulignent la persistance d'un dualisme malgache-français mal résolu, la faiblesse des compétences linguistiques dans le système scolaire, ainsi que les effets de politiques successives inabouties sur les apprentissages.

L'infographie économique donne à cette lecture une profondeur supplémentaire. La période Ratsiraka 1976-1990 affiche une croissance annuelle moyenne du PIB faible, autour de 0,89 %, et une croissance du PIB par habitant négative, autour de -1,97 %. Autrement dit, le pays pouvait donner l'apparence d'un État souverain, d'un discours révolutionnaire et d'une stabilité politique, mais la population ne s'enrichissait pas. La crise de 1991, qui suit l'usure du régime, confirme la violence du choc : le PIB et le PIB par habitant plongent. La souveraineté proclamée n'avait pas produit une souveraineté productive.

---

<sup>1</sup> <https://www.unicef.org/esa/sites/unicef.org/esa/files/2018-09/UNICEF-2017-Language-and-Learning-Madagascar.pdf>

# Madagascar : les chiffres clés d'une histoire politique répétitive

Lecture synthétique des séquences institutionnelles, des crises et des performances économiques

## 1 Pouvoir et légitimité



Plus d'une séquence sur deux relève d'un statut non élu : transition, intérim ou pouvoir d'exception.

## 2 Durée des mandats

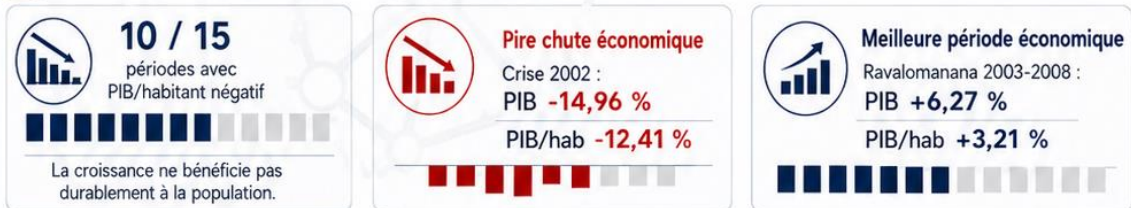


L'élection donne davantage de durée, mais pas nécessairement de stabilité.

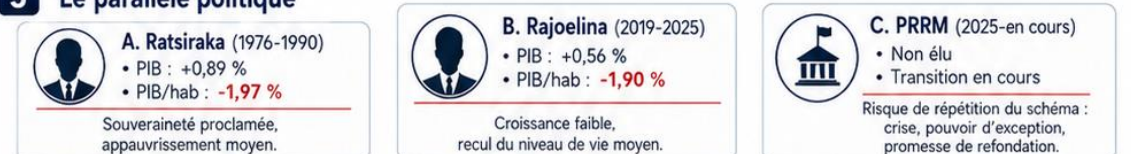
## 3 Le cycle des crises



## 4 Les chiffres économiques les plus probants



## 5 Le parallèle politique



**À retenir**

- La crise est devenue un mécanisme récurrent de régulation du pouvoir.
- Les séquences non élues sont fréquentes, même si les élus dominent le temps long.
- Un discours de souveraineté peut coexister avec un recul du niveau de vie.

Source : synthèse Diapason à partir de l'infographie des chefs de l'État, des données de croissance PIB / PIB par habitant et des calculs internes.

C'est ici que le parallèle avec la situation actuelle devient préoccupant.

Le PRRM arrive, lui aussi, après une crise profonde. Il parle de refondation, de souveraineté, de rupture avec l'ancien système. Il se présente comme une autorité d'exception appelée à remettre le pays debout. La HCC a constaté, le 14 octobre 2025, la vacance de la présidence après avoir estimé qu'Andry Rajoelina n'était plus en mesure d'exercer ses fonctions, parlant d'« abandon passif du pouvoir ». Elle a invité le colonel Michaël Randrianirina à exercer les fonctions de Chef de l'État, tout en rappelant que l'élection d'un nouveau président devait intervenir dans un délai de trente à soixante jours après la constatation de la vacance<sup>2</sup>.

Une décision ultérieure de la HCC, rendue le 18 novembre 2025, a ensuite précisé que cette autorité militaire constituait une structure chargée de diriger le pays pendant une période limitée, composée de cinq officiers supérieurs, dont le colonel Randrianirina comme président et quatre hauts conseillers<sup>3</sup>.

Ce cadre donne une forme institutionnelle à la transition. Mais il ne résout pas la question politique fondamentale : la refondation est-elle une étape vers des institutions plus fortes, ou le début d'un nouveau pouvoir d'exception ?

L'histoire malgache oblige à poser cette question sans naïveté. La transition actuelle ne se contente pas d'administrer le pays dans un temps court. Elle prétend refonder. Or, depuis 1972, presque chaque rupture malgache s'est accompagnée d'un vocabulaire de refondation. Chaque crise a promis une nouvelle République, une nouvelle morale publique, une nouvelle souveraineté, un nouveau départ. Pourtant, le cycle s'est répété.

Ce qui inquiète aujourd'hui n'est donc pas seulement l'existence d'une transition. C'est l'orientation possible de cette transition. Le PRRM semble réactiver certains réflexes ratsirakiens : souveraineté conçue comme rupture symbolique, pouvoir militaire présenté comme garant du salut national, discours anti-dépendance, recherche d'alliances alternatives, proximité croissante avec Moscou.

Là encore, la nuance est nécessaire. Diversifier les partenaires de Madagascar n'est pas un problème en soi. La France ne doit pas être l'horizon unique de la politique étrangère malgache. La souveraineté d'un État suppose précisément la capacité de parler à plusieurs puissances, de négocier avec plusieurs blocs, d'échapper à l'étouffement d'une relation exclusive.

Mais diversifier n'est pas se déplacer d'une dépendance vers une autre. C'est là que l'ombre de Ratsiraka réapparaît. Dans les années 1970, Madagascar voulait sortir de l'emprise française et s'est rapproché du bloc soviétique. Aujourd'hui, le colonel Randrianirina a rencontré Vladimir Poutine au Kremlin le 19 février 2026, dans le cadre de discussions russo-malgaches officiellement présentées comme une coopération bilatérale<sup>4</sup>. Des enquêtes récentes décrivent une progression de l'influence russe à Madagascar, mêlant coopération militaire, présence médiatique, stratégie culturelle et intérêt pour des secteurs sensibles, dans un contexte où la relation russo-malgache est explicitement replacée dans une continuité remontant au régime socialiste de Ratsiraka<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> <https://www.hcc.gov.mg/?p=9647>

<sup>3</sup> <https://www.hcc.gov.mg/?p=9726>

<sup>4</sup> <https://en.kremlin.ru/events/president/news/79182>

<sup>5</sup> [https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2026/05/11/in-madagascar-russia-seeks-a-new-african-stronghold\\_6753320\\_124.html](https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2026/05/11/in-madagascar-russia-seeks-a-new-african-stronghold_6753320_124.html)

Le risque est donc clair : refaire Ratsiraka sans le dire. Non pas reproduire exactement la malgachisation scolaire des années 1970, mais reprendre la même logique politique : présenter la souveraineté comme un geste de rupture, puis construire cette rupture sans institutions solides, sans débat réel, sans calendrier maîtrisé, sans contre-pouvoirs suffisants.

La souveraineté devient alors un récit, non une capacité. Elle sert à légitimer le pouvoir plus qu'à renforcer l'État. Elle désigne un adversaire extérieur, mais ne corrige pas les défaillances intérieures. Elle parle au nom du peuple, mais ne garantit pas que le peuple puisse contrôler ceux qui parlent en son nom.

C'est exactement ce que l'histoire malgache enseigne. Les crises ne viennent pas seulement de l'extérieur. Elles naissent aussi de l'écart entre les promesses du pouvoir et l'expérience quotidienne des citoyens. Eau, électricité, école, emploi, justice, corruption : lorsque l'État ne répond plus aux besoins ordinaires, le vocabulaire de la grandeur nationale finit par sonner creux.

L'Union africaine a suspendu Madagascar en octobre 2025, en qualifiant la séquence d'octobre de changement anticonstitutionnel de gouvernement, tout en appelant à un retour rapide à l'ordre constitutionnel par une transition civile inclusive et des élections. L'ISS Afrique (Institut d'Études de Sécurité) rappelle aussi que la HCC avait conseillé une transition de soixante jours, alors que le colonel Randrianirina a évoqué un horizon de deux ans et un référendum constitutionnel<sup>6</sup>. Cette tension entre le temps constitutionnel et le temps politique est décisive. Une transition peut être nécessaire. Mais une transition qui s'étire devient un régime. Une refondation qui n'organise pas sa propre limite devient une nouvelle concentration du pouvoir.

C'est pourquoi la comparaison avec Ratsiraka doit être prise au sérieux. Non pour condamner par avance le PRRM. Mais pour rappeler une leçon essentielle : Madagascar a déjà connu l'illusion selon laquelle il suffisait de changer de doctrine, de partenaires et de vocabulaire pour devenir souverain. L'histoire a montré le contraire.

## Conclusion

La vraie souveraineté n'est pas de remplacer Paris par Moscou. Elle n'est pas de remplacer le français par le malgache sans former les enseignants et produire les savoirs. Elle n'est pas de remplacer un président élu contesté par une autorité militaire prolongée. La vraie souveraineté est la capacité d'un État à tenir ses promesses sans dépendre d'un protecteur, d'un sauveur ou d'un homme providentiel.

Madagascar n'a pas besoin d'une malgachisation de façade. Elle a besoin d'une souveraineté de méthode : une école renforcée, une administration compétente, une justice indépendante, un budget lisible, des régions réellement dotées, une politique étrangère équilibrée, une transition limitée par des règles vérifiables.

Le PRRM peut encore rompre avec le cycle. Mais il devra prouver que la refondation n'est pas une rhétorique de pouvoir, ni une répétition en uniforme d'anciennes illusions révolutionnaires. Une transition ne se juge pas seulement à ce qu'elle promet. Elle se juge aux limites qu'elle accepte, aux institutions qu'elle restaure, au calendrier qu'elle respecte et aux libertés qu'elle protège. Sinon, Madagascar ajoutera une nouvelle ligne à son infographie : un nouveau nom,

---

<sup>6</sup> <https://issafrica.org/iss-today/au-suspension-of-madagascar-raises-more-questions-than-answers>

une nouvelle transition, une nouvelle promesse. Et l'histoire, une fois encore, aura été citée sans avoir été comprise.

## Sources principales

### **Haute Cour constitutionnelle de Madagascar**

Décision n°10-HCC/D3 du 14 octobre 2025 concernant la constatation de la vacance de la présidence et l'invitation faite au colonel Michaël Randrianirina d'exercer les fonctions de Chef de l'État. Cette source fonde le passage sur la transition institutionnelle ouverte en octobre 2025.

### **Haute Cour constitutionnelle de Madagascar**

Décision n°16-HCC/D3 du 18 novembre 2025 concernant l'organisation de l'autorité de transition issue de la décision du 14 octobre 2025. Cette source précise le cadre institutionnel de la période PRRM.

### **UNICEF Eastern and Southern Africa, « Language and Learning: Madagascar »**

Document de référence sur la place du malgache et du français dans le système éducatif malgache, ainsi que sur les enjeux linguistiques dans l'apprentissage. Il appuie le passage sur la malgachisation et les politiques linguistiques.

### **Article académique, « Language Policy: Rethinking Positional of Frenchification and Malgachisation as Educational Challenges in Madagascar »**

Étude récente sur les effets du dualisme linguistique malgache-français et sur les défis éducatifs liés aux politiques de malgachisation et de francisation.

### **Kremlin, « Russian-Malagasy talks », 19 février 2026**

Compte rendu officiel de la rencontre entre Vladimir Poutine et Michaël Randrianirina au Kremlin. Source utilisée pour établir le rapprochement diplomatique entre le PRRM et Moscou.

### **Le Monde, « Russia seeks a new African stronghold in Madagascar », 11 mai 2026**

Enquête sur l'influence russe à Madagascar : coopération militaire, présence médiatique, relais culturels et intérêts stratégiques. Source utile pour documenter la dimension géopolitique du parallèle PRRM-Ratsiraka.

### **Institute for Security Studies, analyse sur la suspension de Madagascar par l'Union africaine**

Analyse de la réaction de l'Union africaine après la séquence d'octobre 2025, de la qualification de changement anticonstitutionnel et des tensions entre calendrier constitutionnel et horizon politique de la transition.

## Sources internes Diapason

### **Infographie Diapason : chefs de l'État malgache depuis 1958 et données de croissance PIB / PIB par habitant**

Base de calcul utilisée pour les statistiques de séquences institutionnelles, de mandats élus/non élus, de durées moyennes et de comparaison économique entre périodes politiques.

### **Base documentaire Diapason : chronologie politique de Madagascar depuis l'indépendance**

Utilisée pour structurer les grandes séquences : 1972, 1975, 1991, 2002, 2009, 2025

Les statistiques politiques sont calculées à partir des séquences institutionnelles recensées dans l'infographie Diapason. Chaque ligne du tableau est considérée comme une séquence distincte de pouvoir. Les données économiques correspondent aux taux de croissance annuels moyens du PIB et du PIB par habitant par période politique. Les résultats doivent être lus comme des ordres de grandeur analytiques, et non comme une série économétrique exhaustive.

Les données économiques utilisées dans l'infographie correspondent aux taux de croissance annuels moyens du PIB et du PIB par habitant par période politique, calculés à partir des séries disponibles dans la base de données de la Banque mondiale et retraités par Diapason. Elles doivent être lues comme des ordres de grandeur



analytiques permettant de comparer les séquences politiques, et non comme une modélisation économétrique exhaustive.

## Rédaction - Diapason

